



Le cardinal Christian Tumi sort de son silence. Après une semaine de repos et d'examens médicaux, le prélat camerounais, âgé de 90 ans, accepte de revenir sur RFI sur le bref enlèvement dont il a fait l'objet les 5 et 6 novembre dernier.

Le cardinal Christian Tumi avait été arrêté puis enlevé sur la route entre Bamenda et Kumbo, alors qu'il circulait en compagnie du Fon (roi traditionnel) des Nso, et de plusieurs accompagnateurs. Il avait été libéré dès le lendemain. Dans cette région du nord-ouest sévissent des milices séparatistes.

Monseigneur Tumi est célèbre dans le pays pour ses tentatives de médiation entre les séparatistes anglophones et le gouvernement camerounais. Il témoigne pour RFI : Le prélat assure avoir été traité avec respect, avoir parlé politique avec ses ravisseurs, et appelle désormais le président Paul Biya à jouer la carte de l'apaisement dans ces zones déchirées par des années de conflit.

«Ils (les ravisseurs, NDLR) voulaient savoir quelle était mon opinion sur la forme du gouvernement du pays. Je leur dit: c'est le fédéralisme. Ils ont dit non que je fasse tout pour le Southern Cameroon. Je leur ai dit non, que j'étais comme eux, un jeune homme à la réunification et que nous avons la paix. Je crois que c'est au Chef de l'État maintenant de faire quelque chose et je crois qu'il peut le faire, c'est-à-dire déclarer

l'amnistie pour qu'il y ait la paix et que les enfants aillent à l'école. Il faut que l'armée rentre dans ses casernes et que ces garçons-là déposent les armes», a déclaré l'homme de Dieu ce matin, sur les ondes de Radio France Internationale (RFI)